

Prière du Ramadan

Les autorités togolaises soutiennent la coexistence religieuse pacifique

Le vendredi 20 mars 2026, le président de l'Assemblée nationale, le professeur Komi Selom Klassou, a assisté, au nom du président du Conseil, Faure Gnassingbé, à la grande prière marquant la fin du Ramadan, sur le terrain du Cerfer à Lomé. Plusieurs personnalités ont également pris part à cette célébration religieuse, symbole ...



PAGE 3

COOPÉRATION



Togo-Colombie

Renforcer la coopération en matière de formation diplomatique

Dans le cadre du Forum Celac-Afrique, le professeur Robert Dussey, ministre des Affaires étrangères, de la Coopération, de l'Intégration africaine et des Togolais de l'Extérieur, a tenu une réunion bilatérale avec son homologue colombienne, Rosa Yolanda Villavicencio Mapy.

PAGE 3

ÉCONOMIE



Commerce

Le certificat d'origine numérique accélère les performances à l'export

Le Togo amorce un nouveau cap dans la modernisation de son commerce extérieur. La dématérialisation du certificat d'origine, désormais opérationnelle, contribue à dynamiser les échanges au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine. En 2025, cette réforme a accompagné des exportations évaluées ...

PAGE 5

SPORT

Football au Togo

Patrice Neveu détaille sa vision pour relancer les Eperviers

PAGE 10



Promotion du genre

Le Togo améliore ses performances

Considérée comme l'ensemble des actions, politiques et stratégies visant à réduire les inégalités entre les hommes et les femmes, la promotion du genre occupe une place de choix dans la politique publique du Togo. S'inscrivant en droite ligne des Objectifs de développement durable (ODD), le pays œuvre à transformer les normes sociales ...

PAGES 6&7

DERNIERES HEURES

Études en Roumanie : ouverture des candidatures pour les bourses 2026-2027

Les étudiants souhaitant poursuivre leurs études à l'étranger disposent d'une nouvelle opportunité. Le ministère délégué en charge de l'Enseignement supérieur a annoncé l'ouverture des candidatures aux bourses d'études en Roumanie pour l'année universitaire 2026-2027.

Ces bourses s'adressent aux ressortissants de pays non membres de l'Union européenne, justifiant de solides performances académiques. Les candidats doivent notamment présenter une moyenne d'au moins 14 sur 20 et détenir un diplôme conforme au niveau d'études visé. Les formations proposées couvrent les cycles de Licence, de Master et de Doctorat.

Pour les niveaux Licence et Master, les cours sont majoritairement dispensés en langue roumaine. À cet effet, une année préparatoire est prévue afin de permettre aux bénéficiaires d'acquérir les compétences linguistiques nécessaires avant d'entamer leur cursus.

Les inscriptions s'effectuent exclusivement en ligne, via une plateforme dédiée. Les candidats sont invités à soumettre leur dossier au plus tard le 31 mars 2026.

Togo - Russie

Une fresque symbolique scelle 65 ans de relations diplomatiques à Lomé

À Lomé, une nouvelle œuvre artistique vient marquer d'une empreinte visible plus de 6 décennies de relations entre le Togo et la Russie. Baptisée « Russie-Togo : 65 ans d'amitié », la fresque a été officiellement dévoilée le 18 mars 2026 à l'Aéroport international Gnassingbé Eyadéma, en présence de plusieurs autorités et partenaires.



PAGE 11



SOMMAIRE

Niger/Sécurité
Après les USA, l'Allemagne évacue son ambassade et appelle ses ressortissants à quitter le pays



P 4

Football au Togo
Patrice Neveu détaille sa vision pour relancer les Eperviers



P 10

Salubrité publique
L'Université de Lomé et AgroParisTech forment des cadres et acteurs territoriaux du Togo



P 11

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

A la découverte de Brouvou Adzoa, une bénéficiaire du produit APSEF

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique "Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI", votre Journal Togo Matin vous conduit à Tado, dans la préfecture de Moyen Mono pour partager avec vous les témoignages de Brouvou Adzoa, bénéficiaire du Produit "Accès des Pauvres aux Services Financiers" (APSEF) du Fonds national de la Finance inclusive. Retour sur le parcours de Dame Adzoa ...

Tado, préfecture du Moyen Mono, en parcourant cette préfecture de la Région des plateaux pour aller rendre visite à notre interlocutrice, une des innombrables bénéficiaires des Produits du FNFI, c'est avec joie que nous remarquons un engouement et enthousiasme certains des femmes devant leurs étalages de tous ordres. Ce qui est le plus surprenant et admirable, c'est le fait que chacun veuille se prendre en charge en réalisant une activité génératrice de

revenus. Dans ce coin réputé pour ses activités commerciales, plusieurs bénéficiaires des produits FNFI. En ce jour, c'est Dame Brouvou Adzoa qui cristallise notre attention.

"Avec le soutien du FNFI grâce à son premier cycle de crédit " Accès des Pauvres aux Services Financiers" (APSEF), et l'aide de mon époux, j'ai réussi à me mettre à mon propre compte, à travers cette petite activité de vente d'ignames frites, communément appelé Koliko. Après plusieurs années sans activité génératrice de revenus fixe, il me fallait donc trouver une source de financement pour pouvoir réaliser mon rêve. Je me suis alors rapprochée de SPEC OIC, une institution de Microfinance partenaire du FNFI pour voir dans quelles conditions je pouvais contracter un microcrédit pour pouvoir démarrer mon activité. Après avoir suivi toutes les étapes nécessaires auprès, non

seulement de l'institution de microfinance, mais aussi auprès d'un Prestataire de Services Techniques, j'ai obtenu une première tranche de crédit de 30.000 F

équipements pour pouvoir démarrer la préparation et la vente d'ignames frites Et comme vous le savez, les débuts sont un tout petit peu difficile, car les gens ont besoin d'un

me prendre en charge."

Des témoignages comme celui de Brouvou Adzoa font partie de ceux que l'on veut entendre car ils font partie de ceux qui sont stimulants et font cas d'école et permettent à plusieurs autres personnes de pouvoir s'en inspirer. Le courage et la détermination de notre interlocutrice ont fini par payer. Aujourd'hui, son activité est florissante et les revenus qu'elle dégage lui permettent de faire face aux remboursements des crédits et à prendre en charge ses besoins ainsi que ceux de sa famille.

" Depuis que j'ai réussi à réaliser mon rêve, je me sens plus épanoui car j'arrive à me prendre en charge et à contribuer aux cotés de mon mari à la prise en charge des besoins de notre famille. Je n'éprouve aucune difficulté par rapport aux remboursements de crédit."



Brouvou Adzoa

CFA. Cette somme m'a permis de pouvoir acheter quelques tas d'igname, une marmite pour friture, quelques litres d'huile, quelques assiettes ainsi que divers petits

peu de temps pour pouvoir se familiariser avec les nouvelles activités Mais aujourd'hui, je vous assure que l'activité évolue très bien et j'arrive à dégager des revenus pour pouvoir

Ceci est un programme du ministère chargé du développement à la base et de l'économie sociale et solidaire



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina
Secrétaire de rédaction :
Edy Alley

Responsable web:
Carlos Amevor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima
Edem Dadzie
Luc Biova
Rachid Zakari

Responsable administrative, financière
et commerciale:
AMAH Essognim

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

Accès à l'eau potable

Le Togo a atteint 77% en milieu rural, selon le ministre Alipui

Le 22 mars de chaque année, le Togo se joint à la communauté internationale pour célébrer la Journée mondiale de l'eau.

À la veille de la célébration de l'édition 2026, le ministre délégué auprès du ministre de l'Aménagement du Territoire chargé de l'Eau et de l'Assainissement, Séna Alipui, dans un message, lance un appel solennel aux institutions publiques, aux partenaires techniques et financiers, organisations de la société civile, collectivités locales, secteur privé, communautés à la base et aux citoyens afin que chaque geste de préservation, chaque initiative communautaire, chaque projet d'infrastructure contribuent à bâtir une société plus juste où l'eau potable sera la chose la mieux partagée. L'édition 2026 de la Journée mondiale de l'eau est placée sous le thème « l'eau et le genre : eau, source d'égalité ». Elle offre en effet l'opportunité au premier responsable du département ministériel chargé de l'eau et de l'assainissement de revenir sur l'inégalité dans

l'accès à l'eau potable. Un phénomène qui touche particulièrement les femmes et les filles dans plusieurs régions.



Séna Alipui (Crédit photo : ministère délégué en charge de l'Eau et de l'Assainissement)

Ce sont elles qui assument la responsabilité quotidienne de la collecte de l'eau, souvent au détriment de leur éducation, de leur sécurité et de leur autonomisation économique d'où la nécessité d'y remédier. « Garantir un accès équitable à l'eau potable, c'est donc promouvoir l'égalité des chances. C'est libérer du temps pour l'éducation des jeunes filles. C'est améliorer la santé maternelle et infantile. C'est enfin renforcer la participation des femmes à la vie économique et sociale », a

déclaré le ministre délégué chargé de l'Eau et de l'Assainissement. Des avancées notables dans la desserte en eau potable

Sous la haute impulsion du président du Conseil Faure Gnassingbé, le gouvernement fait de la gestion durable des ressources en eau une priorité nationale. Et des progrès significatifs sont enregistrés ces dernières années. Le taux d'accès à l'eau potable, estimé à 60% en 2020, a atteint 72% en 2025, avec une amélioration notable en milieu rural où la desserte atteint désormais 77%. Ces résultats sont le fruit d'efforts concertés, marqués par la réalisation

d'infrastructures d'alimentation en eau potable, la mise en place de postes d'eau autonomes alimentés par l'énergie solaire dans les zones rurales, ainsi que la modernisation des systèmes de production et de distribution en milieu urbain et semi-urbain. Le ministre délégué chargé de l'Eau et de l'Assainissement n'a pas passé sous silence les défis qui restent à relever pour maîtriser le stress hydrique observé dans certaines régions du pays. Le Togo vient donc de franchir une étape déterminante avec l'opérationnalisation du Fonds pour la gestion intégrée des ressources en eau. « Cet instrument stratégique vise à assurer un financement durable des actions de protection, de mobilisation et de valorisation des ressources en eau, tout en renforçant la résilience de nos systèmes face aux effets du changement climatique », a expliqué le ministre Séna Alipui. Un engagement sans cesse renouvelé pour un accès durable à l'eau potable

Le ministre a également rappelé l'engagement du président du Conseil, Faure Gnassingbé, qui dans son adresse devant la représentation nationale et dans son message de vœux à la nation pour l'année 2026, a réaffirmé la priorité accordée aux secteurs sociaux, en particulier à l'accès universel aux services essentiels. L'eau y occupe une place centrale comme instrument de réduction des inégalités et de renforcement de la cohésion nationale.

À travers ce message solennel à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau édition 2026, le ministre délégué chargé de l'Eau et de l'Assainissement Séna Alipui réaffirme une fois de plus la volonté et la détermination du gouvernement avec l'appui de ses partenaires, à poursuivre la mise en œuvre de programmes structurants visant à améliorer durablement l'accès à l'eau potable en milieux rural, semi-urbain et urbain dans un esprit d'égalité et d'équité.

Edem Dadzie

Prière du Ramadan

Les autorités togolaises soutiennent la coexistence religieuse pacifique

Le vendredi 20 mars 2026, le président de l'Assemblée nationale, le professeur Komi Selom Klassou, a assisté, au nom du président du Conseil, Faure Gnassingbé, à la grande prière marquant la fin du Ramadan, sur le terrain du Cerfer à Lomé. Plusieurs personnalités ont également pris part à cette célébration religieuse, symbole de l'unité nationale et du vivre-ensemble.



Le professeur Komi Selom Klassou (à gauche)/Crédit photo : Assemblée nationale

L'Aïd el-Fitr marque la fin du mois de Ramadan, période de jeûne, de prière et de partage. Cette année, elle est placée sous le signe de la paix, de la solidarité et du

vivre-ensemble. La présence des plus hautes autorités à la grande prière de l'Aïd el-Fitr, aux côtés de la communauté musulmane du Togo, traduit leur attachement aux valeurs de tolérance, de respect mutuel et de coexistence pacifique entre les différentes confessions religieuses du pays. L'imam principal de la mosquée centrale de Lomé,

au Togo la prospérité et l'harmonie. J'exhorte tous les fils et filles de notre pays à privilégier la cohésion sociale et à cultiver la fraternité entre les différentes communautés », a-t-il déclaré.

Il a également imploré la bénédiction divine sur les plus hautes autorités du pays, notamment le président du Conseil, Faure Gnassingbé, afin qu'elles poursuivent leur mission dans la paix et avec discernement. La célébration de l'Aïd el-Fitr au Togo confirme une nouvelle fois l'ancrage des valeurs de fraternité et d'unité nationale. Dans un contexte marqué par des défis sécuritaires dans la sous-région, le président du Conseil a également eu « une pensée particulière pour les populations confrontées à la menace terroriste. Que les prières concourent au triomphe de la paix dans les régions du monde qui connaissent des conflits », a-t-il posté sur ses comptes sociaux.

La rédaction

Togo-Colombie

Renforcer la coopération en matière de formation diplomatique

Dans le cadre du Forum Celac-Afrique, le professeur Robert Dussey, ministre des Affaires étrangères, de la Coopération, de l'Intégration africaine et des Togolais de l'Extérieur, a tenu une réunion bilatérale avec son homologue colombienne, Rosa Yolanda Villavicencio Mapy.



Cette rencontre s'est déroulée en présence de plusieurs responsables colombiens, notamment Diana Dávila, directrice pour l'Asie, l'Afrique et l'Océanie ; Kellys Vásquez, chargée d'Affaires par intérim ; Harold González, directeur de l'Académie diplomatique ; et Olga Lucía Arenas, conseillère et ministre plénipotentiaire.

Au terme des échanges, les deux parties ont procédé à la signature d'un protocole d'accord entre leurs académies diplomatiques respectives. Cet accord vise à renforcer la coopération en matière de formation diplomatique,

de partage d'expertise et de dialogue entre l'Afrique et l'Amérique latine et les Caraïbes. Le professeur Robert Dussey a, à cette occasion, salué la qualité de l'accueil des autorités colombiennes. Il a également adressé ses félicitations au président Gustavo Petro ainsi qu'à la vice-présidente Francia Márquez, tout en formulant des vœux de paix, de stabilité et de prospérité au peuple colombien.

TM

Afrique/Sécurité

Rencontre des chefs d'Etat major du Bénin, de la Côte d'Ivoire et de la France : vers un contre-bloc face à l'AES ?

La réunion des chefs d'état-major du Bénin, de la Côte d'Ivoire et de la France, le 19 mars à Cotonou, dépasse le simple cadre technique de la coopération militaire. Elle pose, en filigrane, une question stratégique majeure : l'émergence d'un axe Paris-Abidjan-Cotonou constitue-t-elle un contre-bloc face à l'Alliance des États du Sahel (AES) ?



Gal. Fabien Mandon (à g.), Gal. ivoirien Lassina Doumbia (au centre) et Gal. béninois Fructueux Gbaguidi

Sur le plan opérationnel, la logique est claire. Face à la progression des groupes jihadistes vers les États côtiers, le Bénin et la Côte d'Ivoire resserrent leurs dispositifs sécuritaires avec l'appui d'un partenaire expérimenté, la France. Les généraux Fructueux Gbaguidi, Lassina Doumbia et Fabien Mandon ont acté une intensification de la coopération, fondée sur le renseignement, la formation et la coordination des opérations. À première vue, il s'agit d'un réflexe sécuritaire pragmatique.

Mais la portée politique est autrement plus sensible. Depuis la rupture entre plusieurs pays sahéliens et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), l'espace ouest-africain se reconfigure autour de lignes de fracture de plus en plus nettes. D'un côté, les États de l'AES qui revendiquent une souveraineté sécuritaire affranchie des partenariats occidentaux. De l'autre, des pays comme le Bénin et la Côte d'Ivoire, qui maintiennent et renforcent leurs alliances avec Paris.

Dans ce contexte, la coopération trilatérale observée à Cotonou peut être perçue, du point de vue sahélien, comme un alignement stratégique, sinon un contre-bloc. Les tensions récentes avec

le Niger illustrent cette dérive. Niamey a multiplié les accusations à l'encontre du Bénin et de la France, les soupçonnant d'implication indirecte dans des attaques, notamment celle visant des infrastructures sensibles. Des accusations graves, qui, même non étayées, contribuent à installer un climat de défiance durable. Faut-il pour autant parler

de bipolarisation militaire irréversible ? Le risque existe, mais il reste, à ce stade, contenu. Car malgré les crispations, une réalité s'impose : la menace jihadiste est transnationale et ne connaît pas de frontières politiques. Aucun bloc ne peut prétendre y faire face de manière isolée.

Deux scénarios se dessinent. Le premier, préoccupant, verrait se consolider des alliances hermétiques, alimentées par des logiques de suspicion, où chaque camp interprète les initiatives de l'autre comme des menaces. Dans un tel schéma, une escalade, même accidentelle, pourrait raviver des tensions régionales latentes.

Le second, plus pragmatique, reposerait sur une coexistence concurrentielle mais fonctionnelle, où, malgré les divergences politiques, des formes minimales de coordination sécuritaire subsisteraient, ne serait-ce que par nécessité opérationnelle.

Pour l'heure, l'axe Paris-Abidjan-Cotonou s'affirme davantage comme un pôle de stabilisation que comme un bloc d'affrontement. Mais dans une région sous pression, où la confiance s'érode rapidement, l'équilibre reste fragile. La ligne de crête entre coopération stratégique et fragmentation sécuritaire n'a jamais été aussi étroite.

T.M.

Bénin/Présidentielle

Romuald Wadagni écarte l'idée d'une tutelle sous Patrice Talon

À l'approche de l'élection présidentielle du 12 avril au Bénin, la figure de Romuald Wadagni s'impose comme le favori d'un scrutin dont l'issue semble, pour beaucoup, déjà scellée. Dauphin désigné du président sortant Patrice Talon, l'actuel ministre des Finances tente néanmoins de se démarquer d'une image de continuité sous tutelle.

Dans un contexte marqué par l'absence d'un candidat du principal parti d'opposition, Les Démocrates, la compétition se résume à un duel déséquilibré face à Paul Houngbè, soutenu par une formation marginale. Cette configuration électorale, conjuguée à un climat de désengagement observé lors des dernières législatives, pose un défi majeur : celui de la mobilisation électorale et de la crédibilité démocratique du scrutin.

Conscient de cet enjeu, Romuald Wadagni s'emploie à récuser toute idée d'élection jouée d'avance. Il insiste sur la nécessité de convaincre un électorat dont la participation sera déterminante pour asseoir la légitimité du futur président. Son discours

s'inscrit dans une stratégie de normalisation politique, visant à réhabiliter l'enjeu du vote dans un paysage perçu comme verrouillé.

Technocrate reconnu, crédité des performances macroéconomiques du pays ces dernières années, Wadagni revendique une désignation fondée sur le consensus au sein de la majorité présidentielle. Il met en avant un parcours construit en dehors des logiques partisans traditionnelles, ainsi qu'une relation de confiance avec Patrice Talon. Un positionnement qui, tout en consolidant sa crédibilité, alimente aussi les interrogations sur sa marge de manœuvre réelle.

Car au cœur du débat se trouve la question de son autonomie politique. Le candidat assure qu'il ne sera pas un « président sous tutelle », affirmant ne nourrir aucune frustration de pouvoir et se projetant dans une fonction pleinement assumée. Dans le même temps, le chef de l'État sortant promet de se retirer de la scène exécutive une fois son mandat achevé.

Entre continuité assumée et volonté affichée

d'indépendance, la ligne de crête reste étroite. La proximité idéologique et stratégique entre les deux hommes, décrite comme une convergence totale à



Romuald Wadagni

ce stade, laisse planer une incertitude sur la capacité du futur président à imprimer sa propre marque.

Au-delà des déclarations, c'est donc l'épreuve du pouvoir qui tranchera. Dans un système politique fortement structuré autour de la figure présidentielle, l'enjeu pour Romuald Wadagni sera moins de gagner l'élection que de démontrer, dans la durée, qu'il peut gouverner sans l'ombre portée de son prédécesseur.

T.M.

Niger/Sécurité

Après les USA, l'Allemagne évacue son ambassade et appelle ses ressortissants à quitter le pays

Face à une dégradation persistante de la situation sécuritaire, l'Allemagne a décidé de retirer temporairement l'ensemble du personnel diplomatique de son ambassade à Niamey. L'annonce, rendue publique le 20 mars par le ministère allemand des Affaires étrangères, s'accompagne d'un appel ferme adressé à ses ressortissants à quitter le territoire nigérien.

Selon Berlin, cette mesure exceptionnelle est motivée par un niveau de risque jugé « élevé » dans de nombreuses régions du pays. Les autorités allemandes évoquent explicitement des menaces d'enlèvements, de crimes violents et d'attentats terroristes, ciblant en particulier les ressortissants occidentaux.

« En raison de la situation sécuritaire, le personnel de l'ambassade d'Allemagne à Niamey a été temporairement relocalisé hors du Niger et n'est actuellement pas en mesure de fournir une assistance consulaire »,

précise le communiqué officiel. Les citoyens allemands sont désormais invités à se rapprocher de l'ambassade allemande à Ouagadougou, au Burkina Faso, pour toute assistance. Fin janvier, les États-Unis avaient déjà ordonné le départ du personnel non essentiel de leur représentation au Niger, au lendemain d'une attaque revendiquée par l'État islamique contre l'aéroport de Niamey.

Le Niger fait face depuis plus d'une décennie à une insécurité chronique liée aux violences jihadistes. Les attaques, menées notamment dans les zones frontalières avec le Mali et le Burkina Faso, se sont progressivement intensifiées et étendues à des zones stratégiques.

Début mars, une attaque visant une base militaire de drones située dans un aéroport du pays a causé plusieurs pertes humaines, illustrant la vulnérabilité persistante des

infrastructures sensibles. Dans ce contexte, les ressortissants étrangers apparaissent comme des cibles privilégiées pour des enlèvements ou des actions spectaculaires, souvent utilisées à des fins de pression politique ou de financement par des groupes armés.

Selon plusieurs indicateurs internationaux, le Niger figure désormais parmi les pays les plus affectés par le terrorisme à l'échelle mondiale, une tendance qui confirme l'enracinement de la menace dans la région sahélienne.

L'évacuation du personnel diplomatique allemand entraîne de facto une suspension des services consulaires sur place. Une situation qui complique davantage la présence des étrangers encore installés dans le pays, dans un contexte où les capacités d'assistance sont déjà limitées.

T.M.

Togo

Un partenariat stratégique scellé avec le groupe chinois WIETC

Le Togo poursuit son offensive en matière d'attractivité économique. Le groupe chinois Weihai International Economic and Technical Cooperative Co. Ltd (WIETC) a signé, en milieu de semaine, un mémorandum d'entente avec les autorités togolaises en vue d'investissements dans plusieurs secteurs clés.

L'accord a été paraphé par le ministre de la Promotion des investissements, Arthur Trimua, et le représentant de l'entreprise, Lu Xinyong. Il cible quatre domaines jugés prioritaires : la santé, les énergies renouvelables, les infrastructures et la recherche scientifique, autant de leviers essentiels pour soutenir la transformation économique du pays.

Acteur reconnu dans la réalisation de grands projets, WIETC dispose d'une expertise couvrant la construction d'infrastructures routières, aéroportuaires, énergétiques et hydrauliques. À travers ce partenariat, le groupe entend mettre son savoir-faire au service des ambitions de modernisation du Togo.

Si les modalités financières et opérationnelles de l'accord n'ont pas été rendues publiques, l'initiative s'inscrit clairement dans la dynamique internationale portée par la Chine à travers l' Belt and Road Initiative. Ce programme vise à renforcer les investissements dans

les infrastructures des pays en développement, notamment en Afrique, afin de stimuler les échanges et la croissance.

Pour le Togo, cet engagement s'aligne sur une stratégie plus large de mobilisation des investissements étrangers et de diversification des partenariats économiques. Les autorités entendent ainsi consolider les bases d'une croissance durable, en s'appuyant sur des collaborations structurantes.

Au-delà de sa portée économique, ce mémorandum traduit également un renforcement des relations entre Lomé et Pékin. Il ouvre la voie à de nouvelles perspectives de coopération, à la croisée des enjeux de développement, d'innovation et de compétitivité.

Dans un contexte régional marqué par une intensification des investissements internationaux, le Togo confirme son ambition de s'imposer comme une destination crédible et attractive pour les grands groupes étrangers.

E. A

Commerce

Le certificat d'origine numérique accélère les performances à l'export

Le Togo amorce un nouveau cap dans la modernisation de son commerce extérieur. La dématérialisation du certificat d'origine, désormais opérationnelle, contribue à dynamiser les échanges au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine. En 2025, cette réforme a accompagné des exportations évaluées à 37,3 milliards de FCFA, traduisant un gain notable en efficacité.

Au total, 1 973 certificats numériques ont été délivrés au cours de l'année, bénéficiant

communautaire sans droits de douane, renforçant ainsi leur compétitivité.

Les débouchés restent majoritairement sous-régionaux. Les produits togolais alimentent principalement les marchés du Niger, du Burkina Faso, du Mali et du Bénin. Dans ce circuit, le certificat d'origine joue un rôle clé, en garantissant la conformité des marchandises aux normes de production de l'Union.

davantage les transactions commerciales.

Au-delà des performances immédiates, cette transformation traduit une volonté stratégique : celle de bâtir un environnement des affaires plus fluide et plus attractif. En s'engageant résolument dans la digitalisation de ses outils commerciaux, le Togo rejoint le cercle des pays ouest-africains qui misent sur l'innovation pour stimuler leurs échanges.

Dans un contexte



Des produits d'exportations stockés dans des camions

à 25 entreprises pour 282 produits industriels homologués. Ces résultats s'inscrivent dans un dispositif plus large incluant la Taxe préférentielle communautaire, dont profitent 65 sociétés. Ce mécanisme permet aux opérateurs de commercer au sein de l'espace

En passant du papier au numérique, les autorités ont levé plusieurs contraintes administratives. Les délais de traitement sont raccourcis, les coûts réduits et les procédures simplifiées. Cette évolution améliore également la traçabilité des produits et sécurise

régional marqué par une concurrence accrue, cette réforme positionne le pays comme un acteur en mouvement, capable d'adapter ses instruments aux exigences d'un commerce de plus en plus rapide, structuré et interconnecté.

E. A

Togo

Les services marchands non financiers rebondissent en décembre 2025

Après un mois de novembre marqué par un repli, l'activité des services marchands non financiers au Togo a connu un net redressement en décembre 2025. Selon les données de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest, le secteur a enregistré une progression mensuelle de 13,6 %, effaçant ainsi la contraction de 5,9 % observée le mois précédent.

Ces services, qui regroupent notamment le commerce, les transports, l'hôtellerie, les télécommunications et les services aux entreprises, constituent un pilier essentiel de l'économie nationale. Leur évolution traduit directement les dynamiques de la demande intérieure et l'intensité des

échanges économiques.

Sur une base annuelle, la croissance s'établit à 5,1 %, un niveau proche de la moyenne enregistrée au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine, où la progression globale des services non financiers s'est légèrement modérée à 4,5 %. Cette relative convergence illustre l'inscription du Togo dans les tendances régionales, malgré des variations mensuelles parfois marquées.

L'année 2025 aura été caractérisée par une trajectoire en dents de scie. En novembre, la croissance annuelle avait culminé à 19,5 %, avant de subir des ajustements



conjoncturels. Déjà en septembre, elle s'établissait à 6,1 %, traduisant une activité sensible aux effets saisonniers et aux fluctuations de la consommation.

À l'inverse, les services

financiers affichent une évolution plus stable. Portés par l'expansion des activités bancaires, assurantielles et des solutions de paiement, ils ont progressé de 4,7 % en décembre, après

une hausse de 3,3 % en novembre. En glissement annuel, leur croissance atteint 15,2 %, confirmant une dynamique robuste.

Cette différence de comportement souligne la résilience du secteur financier, soutenu par la digitalisation et l'inclusion financière, tandis que les services non financiers demeurent étroitement dépendants du rythme de l'économie réelle.

Au final, le rebond de décembre témoigne d'une capacité d'adaptation, mais rappelle aussi la nécessité de consolider les fondamentaux pour une croissance plus stable et durable.

E. A

Promotion du genre

Le Togo améliore ses performances

Considérée comme l'ensemble des actions, politiques et stratégies visant à réduire les inégalités entre les hommes et les femmes, la promotion du genre occupe une place de choix dans la politique publique du Togo. S'inscrivant en droite ligne des Objectifs de développement durable (ODD), le pays œuvre à transformer les normes sociales pour assurer une participation équitable dans les domaines politique, économique et social. Et les avancées enregistrées ces dernières années en disent long sur les engagements du pays.

Dans l'optique d'éradiquer la pauvreté, les ODD 5 prévoient de réaliser l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et filles à l'horizon 2030. Et cela implique d'éliminer les discriminations, violences, mariages forcés. Mieux, de reconnaître le travail domestique non rémunéré et de garantir l'accès aux postes de direction.

De ce qui précède, il ressort que l'approche genre est transversale. Il analyse et prend en compte les rôles et besoins différenciés des hommes et des femmes dans le développement.

Au Togo, les initiatives de promotion du genre sont multiformes. Le pays met un accent sur le genre via l'élaboration d'une Politique nationale pour l'équité et l'égalité de genre (PNEEG), l'autonomisation économique et le renforcement des capacités locales. D'autres initiatives majeures incluent la lutte

participation politique des femmes.

Dans le domaine de l'éducation et de la santé, la promotion du genre passe par l'attribution de bourses d'excellence aux jeunes filles talentueuses issues des familles défavorisées. L'intensification de la sensibilisation contre les mariages forcés et violences sexuelles, le concept « Papa Champions », une initiative de l'UNFPA visant à engager les hommes dans la promotion de l'égalité, y participent également à promouvoir le genre. Outre des initiatives susmentionnées, l'appui à la participation des femmes dans la prise de décision et la consolidation de la paix, en lien avec la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU), participe aussi à promouvoir le leadership féminin au Togo.

La fonction publique pour donner l'exemple

Elles sont priorisées, démontrant la volonté gouvernementale d'inscrire l'égalité professionnelle et l'inclusion au cœur de la gestion des ressources humaines de l'État.

femmes et les hommes, est une dimension prise en considération au Togo. En consacrant une proportion substantielle de leurs ressources à cette orientation, les

soutiennent des programmes de renforcement des capacités des femmes cadres, des formations en leadership, ainsi que des initiatives visant



Photo d'une commerçante de pagne au grand Marché de Lomé

La budgétisation sensible au genre, qui consiste à analyser, planifier et exécuter les dépenses

ministères affirment que la performance de l'administration passe par l'équité.

à favoriser l'accès équitable aux postes de responsabilité.

Elles appuient également des mécanismes de prévention et de gestion des discriminations, tout en promouvant un environnement de travail respectueux et inclusif, sans oublier la valorisation des candidatures féminines dans les concours nationaux de recrutement.

Par exemple, s'agissant de la part du budget 2024 consacrée à l'égalité et à l'équité de genre, le ministère de la Fonction publique, du Travail et du Dialogue social revendique plus d'un milliard de francs CFA utilisé pour la cause. Le budget total 2024 de ce ministère, dont la dénomination a été quelque peu revue à la suite du remaniement ministériel de 2025, est de 5,6 milliards de francs CFA. Tout calcul fait, le pourcentage du budget



Le président du Conseil et les femmes bénéficiaires du FNFI

contre les violences basées sur le genre (VBG) et la promotion de la

Dans la fonction publique, les dépenses consacrées au genre sont ciblées.

publiques en tenant compte de leurs effets différenciés sur les

Cas du ministère de la Fonction publique
Les ressources

consacré aux dépenses sensibles au genre est donc de 21,14 %.

Modernisation de la fonction publique

L'investissement dans le genre contribue à moderniser la fonction publique. Une administration qui valorise la diversité des talents gagne en efficacité, en créativité et en légitimité. En offrant des opportunités égales d'évolution professionnelle, l'État consolide la motivation de ses agents et améliore la qualité du service rendu aux citoyens.

La fonction publique togolaise, en expansion, comptait plus de 70 000 agents à fin 2024, avec une masse salariale dépassant 300 milliards de francs CFA, portée par des recrutements massifs dans l'éducation et la santé.

Cette priorité budgétaire s'inscrit aussi dans une dynamique plus large de réforme administrative. Elle accompagne la professionnalisation des carrières, la transparence des procédures de recrutement et la promotion fondée sur le mérite.

L'intégration de la perspective genre envoie ainsi un signal, celui d'une administration davantage représentative des femmes.

Quid du droit économique des femmes ?

À ce niveau, le Togo confirme son ancrage parmi les nations africaines les plus engagées en faveur de l'égalité économique.

Selon le rapport Women, Business and the Law 2026 publié par la World Bank, le pays se classe deuxième en Afrique en matière d'égalité des droits économiques entre hommes et femmes et occupe la première place au sein de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao).

Avec un score de 79,33 points sur 100, Lomé s'impose comme la

deuxième économie africaine pour l'égalité des droits économiques entre les sexes.

Ce positionnement est d'autant plus remarquable qu'il place le Togo devant plusieurs grandes économies du continent, consacrant ainsi la pertinence et la cohérence des réformes engagées ces dernières années.

Le classement Women, Business and the Law évalue les cadres

d'une stratégie assumée de transformation nationale. Le Fonds national de la finance inclusive (FNFI), par exemple, a permis d'accorder plus de 117 milliards de francs CFA de crédits de 2014 à 2025, dont une importante partie est allée aux femmes entrepreneures, responsables de ménages, vulnérables, etc.

Autres exemples : l'attribution de 25 % des marchés publics aux jeunes et femmes

publiques et privées. Et au vu des avancées actuelles, le Togo s'impose progressivement comme un modèle régional d'intégration économique et de leadership féminin dans tous les domaines, sans exclure le numérique. Toutefois, malgré les avancées enregistrées ces dernières années, la promotion du genre reste confrontée à nombre de défis au Togo.

Quid des défis ?

En dépit des efforts, la

70 %), les femmes ont un accès limité aux services bancaires et aux crédits. Cela entrave leur pouvoir économique et leur capacité à contribuer réellement au développement.

Pour relever ces défis, le gouvernement et ses partenaires s'engagent sur nombre d'initiatives. On citera entre autres l'adoption d'un nouveau code foncier et domanial qui donne droit d'accès aux terres à la femme. D'autres



Image illustrative

juridiques qui influencent la capacité des femmes à participer pleinement à la vie économique. Il examine notamment les droits liés à l'emploi, à la rémunération, à la parentalité, à l'entrepreneuriat, aux actifs et à la retraite. En obtenant un tel score, le Togo démontre sa volonté de valoriser la femme.

Au sein de la Cedeao, cette première place confère au Togo un rôle de référence régionale. Elle illustre la capacité d'un pays à transformer ses engagements en résultats mesurables, dans un contexte continental encore marqué par des disparités persistantes.

Un environnement plus inclusif

Au Togo, l'égalité des droits économiques entre hommes et femmes ne relève plus seulement d'un impératif moral, mais

entrepreneures ; la simplification des procédures de création d'entreprises pour les femmes et la réduction du coût ; l'accès à la formation et à des financements à travers d'autres projets et programmes nationaux, etc.

L'entrepreneuriat féminin pour promouvoir le genre

La stratégie de promotion de l'entrepreneuriat féminin au Togo se fonde sur une approche multidimensionnelle. Il combine à la fois l'accès au financement, le renforcement des capacités, et l'amélioration de l'écosystème entrepreneurial.

Cette stratégie s'appuie à la fois sur des programmes gouvernementaux et des partenariats internationaux, des incubateurs locaux ainsi que des initiatives

promotion du genre au Togo se heurte à des pesanteurs socioculturelles persistantes comme : l'inégalité d'accès à la terre, le faible taux de participation politique des femmes et les Violences basées sur le genre (VBG). Il ressort des différentes études que les normes traditionnelles limitent souvent le rôle des femmes à la sphère domestique et entravent leur accès aux ressources, notamment foncières. À ce dernier niveau, seulement 20 % des terres agricoles appartiennent aux femmes alors qu'elles constituent plus de 51% de la population.

Les violences physiques et sexuelles restent également préoccupantes. Un tiers des femmes de plus de 15 ans en sont victimes, selon le rapport CARE France. Majoritaires dans le secteur informel (environ

programmes à l'instar du Projet d'autonomisation des femmes rurales au Togo (PAFERT) mènent des actions de plaidoyer auprès des autorités locales pour lever les obstacles coutumiers.

Contre les VBG, le pays renforce son arsenal par des mesures juridiques et institutionnelles, notamment par l'adoption du code pénal qui condamne de 5 à 10 ans de prison les violences conjugales.

La mise en place du numéro vert (8284, 8255), l'installation de « One Stop Center » pour la prise en charge holistique, l'incubateur INNOV'UP pour accompagner l'entrepreneuriat féminin constituent entre autres initiatives pour relever les défis toujours persistants.

Caleb Akponou

Les familles parentes et alliées

Adressent leurs sincères reconnaissances aux autorités politiques, religieuses, coutumières et administratives, aux parents, amis, connaissances, collègues ainsi qu'à toutes les personnes qui, ont de près ou de loin, leur ont témoigné compassion, soutien moral, spirituel, diverses marques de sympathie, d'amour et d'affection lors du rappel à Dieu de leur très cher

Papa Benoît Bitokotipou YAGNINIM
Survenu le dimanche, 15 février 2026, à Lomé
dans sa 85ème année.

Dans l'impossibilité de vous joindre individuellement vous expriment leur profonde gratitude et vous adressent ici leurs sincères remerciements.

Que Dieu Tout - Puissant vous bénisse et rende au centuple tous vos bienfaits.



Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tel: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé

BIBLIOTHEQUES

BIBLIOTHEQUE NATIONAL: Quartier Admi Tel: 22 21 04 10

CENTRE CULTUREL LOYOLA Quartier Agoè en face Camps FIR, Tel: 90 64 80 77

INSTITU FRANÇAIS DE LOME: Quartier Administratif; Tel: 22 23 46 60 / 22 23 46 65

LIBRAIRIE

GRAIN DE PENSEE: 30, bvd du 13 janvier Tel: 22 22 32 43

LIBRAIRIE BON PASTEUR: Quartier Assiganto Avenue Sylvanus Olympio Tel: 22 22 26 66

LIBRAIRIE BONNE SEMENCE: Quartier Avé Maria, Avenue du 30 Août

LIBRAIRIE STAR: Quartier Béniglato, rue du lac Togo Tel: 22 22 74 83

ESPACES CULTURELS

CENTRE BRIN DE CHOCOLAT: Quartier kodjoviakopé; Tel: 22 20 06 59 / 90 04 32 86

CENTRE CULTUREL: DENYIGBAN; Quartier St Joseph, rue Anima Tel: 22 41 98 16

CENTRE CULTUREL: LOYOLA; Quartier Agoè Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédzranawoé Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédzranawoé Tel: 22 42 12 07

MANNEQUINAT & HÔTESSE

ALLURE MODE AGENCY: Tel: 99 22 04 62

CHALLENGE AGENCY: Tel: 92 27 91 66

SALLE DE CINEMA

HARMONIE SIGNATURE: Résidence de la caisse Tel: 22 26 12 55

CANAL OLYMPIA: Tokoin Gbadago Tel: 98 34 83 52

CINEMA GREENFIELD: Quartier Tokoin hôpital Tel: 22 21 12 55

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com

Larry Event Day (LED)
Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel; Communication, Location d'espaces, Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE: (Atikoumé; juste à côté de l'UTB

RAMCO: (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)

LE CHAMPION SUPER MARCHE: (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR: (Juste en face du Super Marche Le Champion)

MARCHE DE GOYI SCORE: (Juste en face du Super Marché RAMCO)

PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA: (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919

COURS DE CAPOEIRA : Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90

COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver; Tél : 90 17 03 30

COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME); Tél 90 30 38 75

CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine); Tél : 90 15 39 87

SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra); Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport) Tél : 22 40 04 99

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51

EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)

FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96

TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68

SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20

TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11

TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77

CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37

CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77

CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01

CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68

HORLOGE PARLANTE; Tél: 116

CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

RESTAURANT LE TABLIER (Qtier Cacavéli, Bd de la Kara, 2è ruelle à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona)

Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver; Tél : 90 17 03 30

HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé); Tél : 22 61 30 63

LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS : HOTEL RESIDENCE « LES ANGES»
Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30

BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures); Tél: 90 24 10 72

GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss);

Tél : 90 04 76 60

GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé); Tél : 22 35 18 28

GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida); Tél : 22 71 49 70

Mégas Kozoooh

Pour en faire plus et avoir la possibilité de gagner 200% de bonus et des smartphones

yas.tg

#Alèz



250F

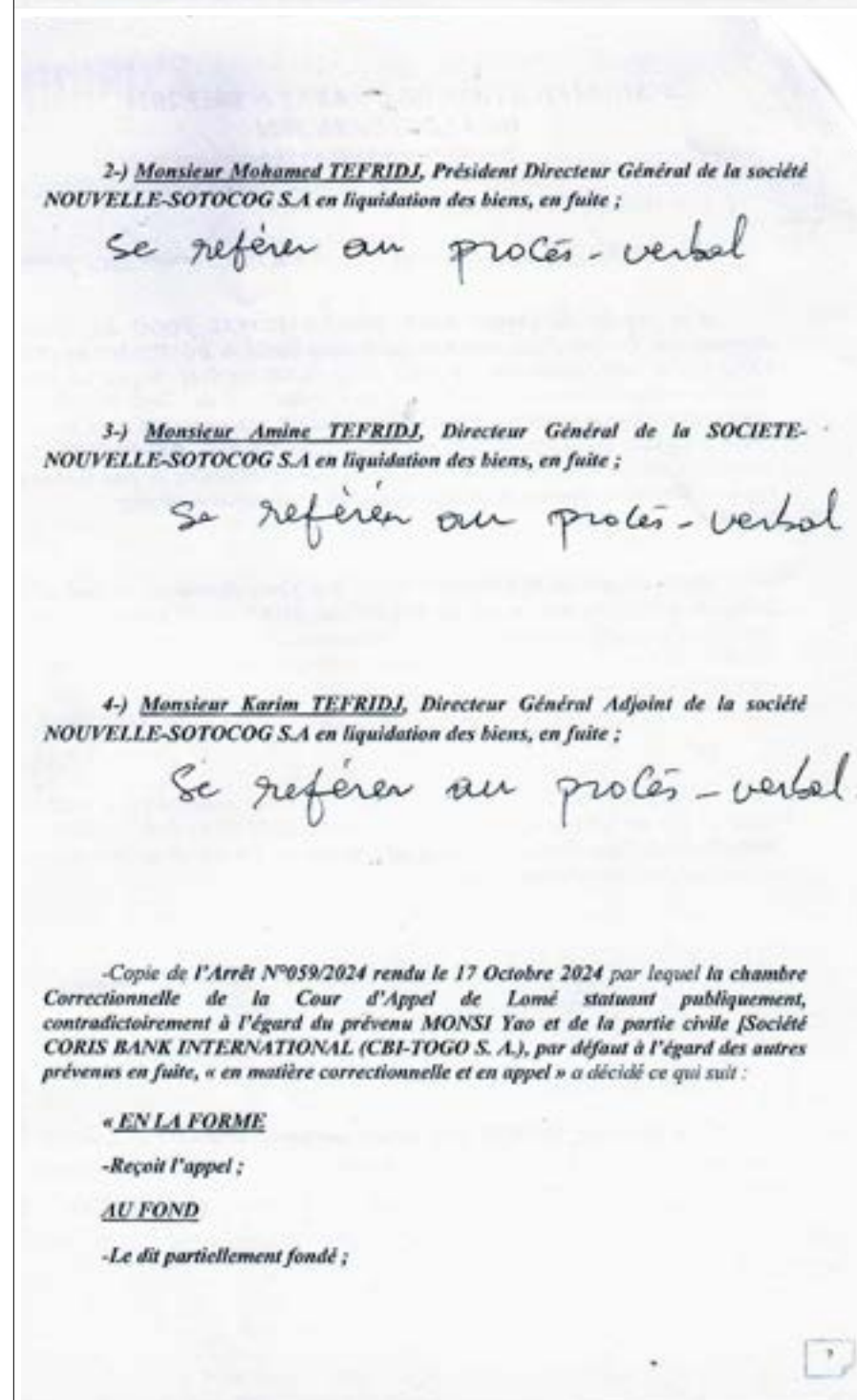
250Mo

+100F

375Mo

*909*250#

1 jour



Football au Togo

Patrice Neveu détaille sa vision pour relancer les Eperviers

Le sélectionneur national des Éperviers, Patrice Neveu, s'est exprimé face à la presse, le jeudi 19 mars, avec un message clair : remettre la sélection togolaise sur de bons rails. Entre reconstruction, exigence et ambition, le technicien français a détaillé les grandes lignes de son projet.

Un chantier de reconstruction

Patrice Neveu n'a pas éludé la réalité. Pour lui, le Togo entame une phase de reconstruction qu'il faudra mener avec méthode et ambition. L'objectif est de rendre rapidement l'équipe plus compétitive et capable de répondre aux exigences du niveau international.

Au-delà des résultats immédiats, il s'agit surtout de poser des bases solides pour l'avenir.

Une liste assumée ?

Le sélectionneur a tenu à assumer pleinement ses choix concernant les 26 joueurs convoqués. Appuyé par les informations fournies par le Team Manager, il a bâti sa liste à partir d'un groupe élargi d'une soixantaine de joueurs.

Certaines absences s'expliquent par des blessures, un manque de temps de jeu ou simplement des choix sportifs. « La

responsabilité m'incombe », a-t-il insisté, précisant n'avoir subi aucune pression. En ce qui concerne les 26 joueurs convoqués, la liste se présente comme suit : Gardiens : Steven Mensah (Veb Oldenburg), Achirafou Yaya (AFAD), Mazamesso Kagbatawouli



Patrice Neveu, sélectionneur national du Togo

(AC BARRACUDA), Malcom Barcola (Ittihad Tanger) Défenseurs : Dakonam Djene (Getafe), Josue Homawoo (Standard de Liège), Kennedy Boateng (Dianmo Bucarest), Loic Bessiel (AS Trecin), Steven Nador (Modena FC), Iizak Akakpo (FC Lorient), Abdoul-Saboure Bode (Stade Malien), Faad Sana (Mura), Yannis Lawson (FC Metz), Sharani Zuberu (Slovan Bratislava) Perre Nadjombe (Aachen), Marvin Senaya (AJ Auxerre)

Milieux : Kodjo Azinagbé

(Shangai Port), Dername Karim (FC Lorient), Roger Aholou (Al Ittihad SC), Sadik Fofana (Lecce), Halid Djankpata Gubbo (Italie 19) Attaquants : Kevin Denkey (FC Cincinnati), Massour Ouro-Tagba (Stuttgart), Charles Abi (Valenciennes), Idjessi Metsoko (Trnava),



Kodjo Fodoh Laba (Al-Ain)

Un regard tourné vers les binationaux

Patrice Neveu a également évoqué le dossier des binationaux, qu'il considère comme une opportunité pour renforcer l'équipe. Une quinzaine de profils évoluant au haut niveau ont été identifiés.

Un travail de conviction est en cours avec les autorités pour les amener à rejoindre la sélection. Le message est clair : la porte reste ouverte

à tous ceux qui souhaitent défendre les couleurs du Togo.

Construire un collectif solide

Le sélectionneur insiste sur un point : la priorité est de créer un groupe cohérent. Il veut mieux connaître ses joueurs, comprendre leur état d'esprit et leur transmettre sa vision du jeu. Lors des prochaines rencontres, plusieurs systèmes seront testés. L'idée est d'observer, d'ajuster et de dégager une organisation capable de permettre à l'équipe de jouer sans subir, avec et sans ballon.

Installer une culture de la performance

La concurrence sera au cœur du projet. Aucun poste n'est acquis et chacun devra gagner sa place. Le message vaut aussi pour les gardiens, où une compétition saine est encouragée. Discipline, rigueur et engagement collectif sont également présentés comme des piliers indispensables.

Le chantier du football local

Patrice Neveu a posé un regard lucide sur le championnat national. S'il reconnaît des qualités chez certains joueurs, il estime que le travail de formation et de développement doit être

renforcé.

Dans cette optique, il souhaite mettre en place une passerelle entre les sélections de jeunes et l'équipe A, afin de mieux préparer la relève.

Un projet en construction

Le sélectionneur a indiqué avoir transmis une analyse complète aux autorités, avec des propositions pour améliorer le fonctionnement de la sélection nationale. En attendant les retours, il reste concentré sur l'essentiel : construire une équipe compétitive, capable de rassembler et de redonner confiance au public togolais.

Quid des objectifs assignés au Coach ?

Nommé le 19 février 2026, pour un contrat de trois ans, le français Patrice Neveu a pour mission principale de relancer les Eperviers du Togo en les qualifiant pour les prochaines phases finales de la CAN 2027 en bâtissant une équipe compétitive.

Dans l'ensemble, son mandat vise à instaurer la rigueur, le mérite, et une identité de jeu, afin de reconstruire une équipe disciplinée capable de retrouver sa place sur la scène continentale et internationale.

TM-FTF

CAN 2025

Déchu de son titre, le Sénégal riposte

La Confédération africaine de football (CAF) a déclaré mardi 17 mars 2026 l'équipe nationale du Sénégal forfait lors de la finale de la CAN 2025, pourtant remportée 1-0 après la prolongation. Le résultat étant homologué sur le score de 3-0 en faveur du Maroc, le Sénégal contre-attaque et porte l'affaire devant le Tribunal arbitral du sport (TAS).

La Fédération sénégalaise de football (FSF) a contesté et rejeté la décision de la CAF de retirer la CAN 2025 au Sénégal au profit du Maroc deux mois après la fin du tournoi. Jeudi lors d'une conférence de presse organisée à Dakar, moins de 48 h après la bouleversante décision, les premiers responsables du football sénégalais sont sortis de leur silence. La FSF avait déjà dénoncé une décision qu'elle

qualifiait « d'inique » mardi, soit quelques heures après la décision du jury d'appel de la CAF, et avait déjà indiqué se préparer « à toutes les voies de recours appropriées ». Une réaction à laquelle avait suivi celle du gouvernement sénégalais, réclamant une enquête « pour soupçons de corruption au sein des instances dirigeantes de la CAF ».

La FSF rejette la décision de la CAF

En plus de rejeter avec la plus grande fermeté la décision de la CAF, la fédération a insisté sur le contexte malsain qui a entouré cet affrontement entre Sénégal et Maroc, depuis la qualification en demi-finale des Lions de la Téranga. Pour ce faire, elle demande l'ouverture d'une enquête pour « soupçons de

corruption », et saisit le Tribunal arbitral du sport pour contester le retrait de son titre de champion d'Afrique au profit du Maroc.

Pourquoi retirer la CAN au Sénégal ?



Des joueurs sénégalais

Évoquant le retrait de la Coupe au Sénégal, la CAF met en avant l'article 82, qui indique que « le retrait

d'une équipe lors d'un match » est considéré comme une défaite sur tapis vert. Et étant donné que les joueurs sénégalais se sont retirés du terrain durant 15 minutes, lors de la finale, pour, disent-ils, contester l'arbitrage et

du Maroc. Et ce, deux mois après ladite compétition.

Cette décision est fortement contestée par le Sénégal et bien d'autres analystes. Ils évoquent de leur côté une appréciation erronée de la CAF, en mettant en avant l'article 84, qui stipule que le forfait n'est constaté que sur décision de l'arbitre, qui reste souverain lors du match. Et étant donné que le match s'est poursuivi sur l'autorisation de l'arbitre jusqu'au coup de sifflet final qui a consacré la victoire du Sénégal, la CAF ne saurait faire volte-face, pour retirer la Coupe au Sénégal au profit du Maroc.

Rappelons que la décision du Tribunal arbitral du sport (TAS) sera rendue dans l'intervalle de deux mois.

Caleb Akponou

Togo – Russie

Une fresque symbolique scelle 65 ans de relations diplomatiques à Lomé

À Lomé, une nouvelle œuvre artistique vient marquer d’une empreinte visible plus de six décennies de relations entre le Togo et la Russie. Baptisée « Russie-Togo : 65 ans d’amitié », la fresque a été officiellement dévoilée le 18 mars 2026 à l’Aéroport international Gnassingbé Eyadéma, en présence de plusieurs autorités et partenaires.



Vue des participants

L’initiative, portée par l’ambassade de Russie, a été présentée par Igor

Evdokimov, qui a salué une œuvre collective traduisant la vitalité des liens entre les deux nations. La cérémonie a réuni notamment Kanka-Malik Natchaba, directeur général de la Société aéroportuaire de Lomé-Tokoin, ainsi que Tindano Komlan Michel, secrétaire général du ministère des Transports,

aux côtés de membres de la communauté russe et d’invités.

Réalisée par des artistes togolais, la fresque s’inscrit dans la continuité des œuvres murales déjà visibles sur le site aéroportuaire, devenu au fil des années un véritable espace d’expression culturelle. Par ses formes et couleurs, elle met en avant des valeurs de paix, de dialogue et de fraternité entre les peuples.

Au-delà de sa dimension esthétique, cette réalisation témoigne d’un rapprochement diplomatique renforcé, illustré notamment par la visite en Russie de Faure Essozimna Gnassingbé en novembre 2025. Elle incarne la volonté commune de consolider les échanges

culturels et d’encourager un dialogue durable entre Lomé et Moscou.

Prenant la parole, les autorités togolaises ont souligné l’importance stratégique de ce partenariat et exprimé le souhait de le voir s’intensifier au bénéfice des populations. De son côté,

œuvre dans un espace de transit emblématique, véritable carrefour de cultures.

À travers cette fresque, le Togo et la Russie rappellent que la diplomatie peut aussi s’exprimer par l’art, dans un langage universel qui traverse les frontières et rapproche les peuples.



Fresque « Russie-Togo : 65 ans d’amitié »

la direction de l’aéroport a salué l’installation de cette

La Rédaction

Municipales en France |Mairie de Provin
Le Franco-Togolais Kwami Agbegna réélu dès le premier tour

Le Franco-Togolais Kwami Agbegna a été reconduit à la tête de la commune de Provin, dans le nord de la France, à l’issue du premier tour des élections municipales tenu dimanche dernier.



Kwami Agbegna

À la tête de sa liste « Continuons ensemble, plus forts », le maire sortant s’est imposé avec 61 % des suffrages, contre 39 % pour son adversaire Michaël Cocq, candidat de la liste « Agir ensemble pour Provin ».

Âgé de 50 ans, Kwami Agbegna signe ainsi un nouveau mandat à la tête de cette commune d’environ 4 400 habitants, confirmant l’ancrage local de son action politique.

Arrivé en France à l’âge de 9 ans, il a construit l’essentiel de son parcours dans l’Hexagone, jusqu’à devenir maire. Chef d’entreprise dans la vie professionnelle, il incarne aujourd’hui une réussite qui fait la fierté de la diaspora togolaise.

Avec 24heureInfo.Com

Salubrité publique

L’Université de Lomé et AgroParisTech forment des cadres et acteurs territoriaux du Togo

Du 02 février au 20 mars, des cadres et acteurs territoriaux intervenant dans la chaîne de l’assainissement et de la salubrité publique au Togo, ont bénéficié d’une formation panafricaine portée par AgroParisTech et l’Université de Lomé. Jeudi 19 mars dernier, les initiateurs du programme de formation ont eu une séance de travail avec le ministre de l’Administration territoriale, de la Gouvernance locale et des Affaires coutumières, le colonel Awaté Hodabalo, à son cabinet. Cette rencontre a permis de faire le point sur l’initiative. La rencontre a réuni des représentants d’AgroParisTech, des enseignants de l’Université de Lomé ainsi que des délégués formés dans le cadre de ce projet.

Mis en place dans le cadre d’une coopération entre l’Université de Lomé et AgroParisTech, ce programme vise l’obtention d’un certificat d’études avancées en gestion des déchets. Il ambitionne de renforcer les capacités des cadres et acteurs territoriaux appelés à intervenir sur les questions de salubrité, d’assainissement et de gouvernance environnementale. Cette formation s’est déroulée en deux phases : une première séquence en

distanciel du 2 au 27 février 2026, suivie d’une phase en présentiel à Lomé, ouverte le 2 mars et prévue pour s’achever le 20 mars 2026. Le programme revêt un caractère panafricain, avec la participation de bénéficiaires venus

populations.

Saluant le choix du Togo pour le lancement de cette formation, le colonel Awaté Hodabalo a adressé ses remerciements à AgroParisTech et à l’Université de Lomé. Il a



Photo de famille à la suite de la rencontre

du Bénin, du Gabon, du Cameroun, d’Haïti et du Togo.

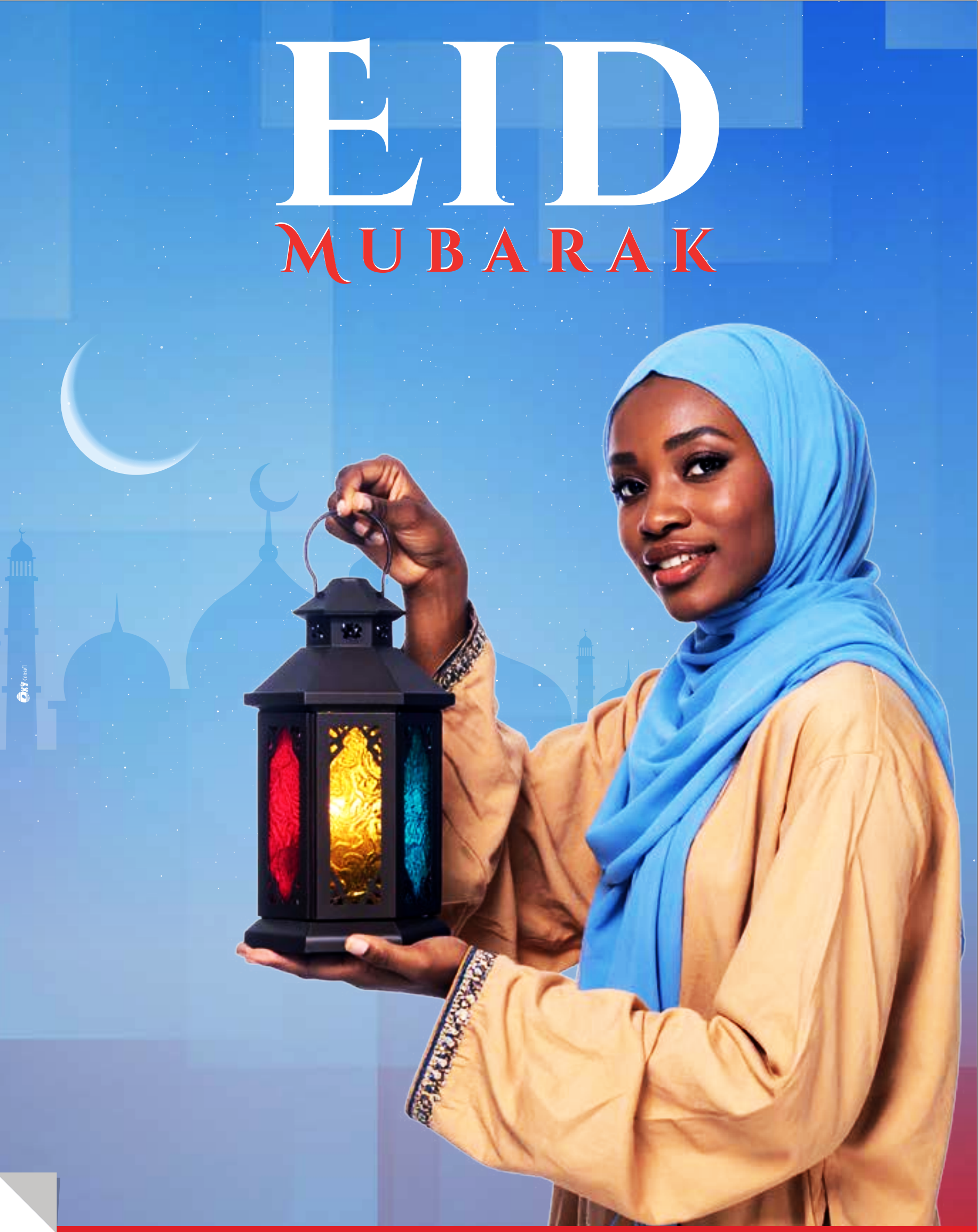
Les modules suivis ont permis aux délégués d’approfondir des notions essentielles telles que la réduction de la production des déchets, le tri, ainsi que les mécanismes d’organisation de la gestion au niveau territorial. La formation offre des repères utiles pour mieux définir les responsabilités et les actions à mener afin d’améliorer durablement le cadre de vie des

réaffirmé la disponibilité des autorités à accompagner la poursuite de cette dynamique, en lien avec les acteurs de l’enseignement supérieur et du développement local.

Les initiateurs de la formation ne comptent pas s’arrêter là. Leur objectif est de pérenniser cette expérience, afin d’en faire un cadre régulier de partage d’expériences et de renforcement de capacités au profit des cadres territoriaux.

La rédaction





La Banque Autrement

<https://togo.coris.bank>

